

3036
3533

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(FAD – FND)



Prêts : FAD n° F SEN/LUT-PAU / 99/22 du 19/08/99
FND n° 286 du 25/05/99

RAPPORT D'ACTIVITES TRIMESTRIEL
DU PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(FAD – FND)

PAYS : SENEGAL

TITRE DU PROJET : PROJET DE LUTTE CONTRE LA
PAUVRETE (FAD – FND)

AGENCE D'EXECUTION : BUREAU DE GESTION DU PROJET
(BGP) SOUS LA TUTELLE DU
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT
SOCIAL (MDS)

NUMERO DU RAPPORT : NEUF (09)

PERIODE COUVERTE : OCTOBRE – DECEMBRE 2002

DONNEES PRINCIPALES

Numéro du Prêt : Prêt FAD/N° F/SEN/LUT.PAU/99/22 du 19/08/99.
Prêt FND/N° 286 du 25/05/99.

Sources de Financement

Le projet est co-financé par :

- le Fonds Africain de Développement
- le Fonds d'Assistance Technique
- le Fonds Nordique de Développement
- la Contrepartie Sénégalaise.

Plan de Financement

Sources de Financement	Devises	Monnaie Locale	Total	% Total
FAD	5,77	4,23	10,00	54,0
FAT	0,58	1,17	1,75	9,0
FND	2,62	2,38	5,00	27,0
Gouvernement	0,00	1,85	1,85	10,0
Total	8,97	9,63	18,60	100
% du Total	48	52	100	

Estimations du Coût du Projet

- En devises : 8,97 millions U.C
- En monnaie locale : 9,63 millions U.C
- Total : 18,60 millions U.C.

Répartition du Financement

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C
- Prêt Fonds Nordique de Développement (FND): 5,00 millions U.C
- Contrepartie sénégalaise (Gouvernement) : 1,85 millions U.C

Date d'approbation du Prêt

FAD : 30 Juin 1999
FND : 31 Janvier 1999

Date de signature du Prêt

FAD : 19/08/99
FND : 25/05/99

Date de Mise en vigueur du Prêt :

FAD: 15 février 2001
FND: Août 2001

Date du 1er Décaissement : 11 avril 2001

Date du dernier décaissement : 31 Décembre 2004

SATISFACTION DES CONDITIONS DU PRET

Conditions remplies

Conditions préalables à l'entrée en vigueur	Actions entreprises et documents fournis au FAD	Date approbation BAD
1° Fournir la preuve de la création du Bureau de gestion du Projet (BGP), des Unités Régionales de Gestion (URG), du Comité national de pilotage et des Comités régionaux de pilotage.	- Arrêté N° 8716 du 11/09/00 portant création du CNP et des CRP. - Arrêté N° 8717 du 11/09/00 portant création du BGP et des URG.	Février 2001
2° Fournir au FAD la preuve du recrutement par voie de sélection du Directeur du BGP, des Spécialistes, du comptable, des coordonnateurs régionaux, des Assistants et du personnel de soutien.	- Avis de recrutement dans les quotidiens de la place (Sept. et Décembre 1999) - Rapport d'évaluation Commission dépouillement - offres candidats - lettre N° 0360/MFASSN/ du 27 septembre 1999 adressée à la BAD. - Contrats	Fax BAD du 29/10/1999
3° Fournir au FAD, la preuve de la mise à disposition du BGP et des URG, de locaux adéquats pour servir de bureaux ;	lettre N° 4114 du 6/09/00 de Mr le Secrétaire général de la Présidence portant affectation de locaux pour le BGP et Contrats de location des URG. Lettre N° 3326 du 7 novembre 2000 du Gouverneur de Diourbel	Février 2001
4° Fournir au FAD, la preuve de la signature de l'accord de prêt avec le FND ou la preuve de l'engagement de ce dernier à participer au financement du Projet	Lettre N° 6760 du 13/10/98 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances relative à une requête de financement au FND. Accord de prêt N° 286 du 25/05/99	
5° Fournir au FAD, la preuve de l'ouverture d'un compte spécial dans une banque commerciale, pour recevoir les ressources du prêt, d'un compte pour recevoir la contribution de l'emprunteur, d'un sous-compte pour supporter les menues dépenses, d'un autre compte pour le remboursement du Fonds de crédit.	- Lettres N° 1031/DG -CS/99 et 1032/DG- CS/99 de ECOBANK informant de l'ouverture des comptes au nom du projet pour recevoir les ressources du prêt et celles affectées au fonctionnement. - Lettre n° 6799 du 2/11/00 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances adressée à la CNCAS - Lettre N° 348 du 7/11/00 du Directeur général de la CNCAS. - Ancien compte N° 440 01 1093 ouvert dans les livres du Trésor. Nouveau compte : 9610021	Fax BAD daté du 20 juillet 2000.
6° Soumettre au FAD pour avis, au plus tard six mois après la mise en vigueur du	- En rapport avec la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base, le consultant a élaboré et transmis le rapport définitif, transmis à la BAD, en	

prêt un programme détaillé de formation pour l'ensemble du projet	avril 2002.	
7°/ Adopter au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt, le manuel des procédures opérationnelles concernant le fonctionnement du projet et le volet crédit	- Le manuel des opérations et procédures administratives a fait l'objet d'une validation nationale avec la participation de tous partenaires institutionnels et d'exécution. La version définitive a été transmise à la BAD en date du 7 septembre 2002.	

Autres Conditions

Conditions remplies	Actions entreprises et documents fournis au FAD	Date Approbation BAD
R A S	R A S	R A S

Conditions non encore satisfaites

Conditions	Observations
1°/ Affecter au projet au plus tard le 31 juillet 1999 les terrains pour la construction des cases-foyers	- A la suite du processus d'identification des communautés de base cibles et de leurs besoins en infrastructures socio-communautaires finalisé dans le courant du mois d'août 2002, les sites d'accueil doivent, au préalable, être arrêtés pour inviter les collectivités locales à procéder à l'affectation des terrains.
2°/ Verser chaque année au plus tard au 31 mars, sa contribution au financement des activités programmées pour l'année en cours	- Pour l'année 2001, la contrepartie du gouvernement est de 500 millions CFA, mise à disposition en juillet, a été domiciliée à la CNCAS, en ce qui concerne le fonds de crédit et dans les livres du Trésor Public pour la quote-part relative au fonctionnement, et a été mobilisée à hauteur de 462.674.045 FCFA FCFA. - Quant à l'exercice 2002, la mobilisation n'a été effective qu'au mois de juillet 2002 en raison de la modification des nomenclatures budgétaires en faveur de celles de l'UEMOA.
3°/ Mettre à la disposition des SFD, les fonds relatifs au volet crédit, avant le démarrage de l'activité de crédit et communiquer les accords de conventions.	- Le diagnostic des SFD a été réalisé par un bureau d'études. Des discussions ont été initiées par le Projet pour disposer d'un projet de convention à soumettre à la BAD. Plusieurs séances de travail ont été tenues avec les SFD regroupées autour de l'Association Professionnelle des Institutions Mutualistes d'épargne et de Crédit (APIMEC). En fin de trimestre, les discussions se poursuivaient.

Les principales difficultés rencontrées tournent essentiellement autour de:

- la lenteur observée dans les procédures de satisfaction des conditionnalités ;
- la mise à disposition tardive des fonds de la contrepartie.

ORGANISATION ET GESTION

Le Projet est administré par un bureau de gestion basé à Dakar et des Unités Régionales de Gestion au niveau des 5 régions d'intervention du projet que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda.

Au niveau national, le bureau de gestion du projet (BGP) est dirigé par un Directeur National assisté :

- d'un spécialiste en IEC / Alphabétisation ;
- de deux spécialistes en micro-finance ;
- d'un spécialiste en génie rural ;
- d'une gérante de la régie d'avance ;
- d'un comptable ;
- d'un administrateur gestionnaire.

Le BGP dispose d'un personnel de soutien composé de trois (3) secrétaires, trois (3) chauffeurs et d'un responsable de la documentation et de la reprographie (pris en charge par la contrepartie). Il dispose aussi d'un gardien de jour et de deux gardiens de nuit recrutés par le biais d'une société de gardiennage. Le nettoyage des locaux est assuré par des agents mis à disposition par la société recrutée à cet effet.

Le BGP est aussi appuyé par un Comité National de Pilotage (CNP) pour l'orientation et la coordination des activités.

Au niveau régional, l'Unité de Gestion comprend :

- un coordonnateur de l'Unité ;
- un adjoint, assistant en développement à la base ;
- une secrétaire ;
- un chauffeur ;

Par le biais de la société de nettoyage et de la société de gardiennage, il est mis à la disposition de chaque URG, respectivement :

- un agent en charge de la propreté des locaux et
- un gardien de nuit devant veiller aux biens du Projet.

L'Unité Régionale de Gestion est chargée de coordonner et de superviser toutes les actions du projet dans la région. Elle est assistée dans ses tâches par un Comité Régional de Pilotage (CRP), des Comités Communaux et Intercommunaux de Pilotage (CCP, CICIP) et des Comités Locaux de Pilotage (CLP).

Il convient de noter que le personnel de direction du BGP a pris service en Juin 2000 et le personnel cadre de même qu'une partie du personnel de soutien, en Septembre 2000.

Il faut aussi signaler que l'arrêté portant création du BGP et des URG a été signé le 11 septembre 2000 et enregistré sous le numéro 8717.

TOTAL			8,21 (6,87)	5,39 (4,88)	5,00	18,60 (11,75)
-------	--	--	----------------	----------------	------	------------------

Autres : Contrats directs gérés par l'AGETIP ; Acquisition par IAPSO ; Consultation de fournisseurs à l'échelon national ; non acquisition

() : Financement FAD / FAT

FAB : Financement autre que FAD / FAT et Gouvernement : FND

Tableau des activités d'acquisition :

COMPOSANTE I : Renforcement des capacités des partenaires et bénéficiaires

Composante Renforcement des capacités des partenaires et bénéficiaires	Mode Acquisition prévu	Confection DAO	Approbation DAO BAD	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Recrutement MOD en alphabétisation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	20 août 01	Nov 01	06 nov. 01	10 déc. 01	04 janv. 02		
Recrutement d'un Bureau en IEC	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Octobre 01	12 fev 02	18 fév. 02	05 avril 02	29 mai 02	24 Sept 02	20 oct 02
Recrutement de consultant pour la formation des partenaires d'exécution	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Janvier 01	Septembre 02	Septembre 02	29 octob 02	Novembre 02	Décembre 02	Décembre 02
Diagnostic des ONG et OCB pour les besoins en appui institutionnel	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	1 ^{er} août 02	Sans objet	06 août 02	06 Sept 02	04 oct 02	_____	25 oct 02
Mise en niveau du personnel en informatique	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juin 02	Sans objet	04 Juill 02	07 août 02	17 sept 02	_____	5 nov 02
Recrutement de 30 ONG / opérateurs en Alpha	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juillet 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02
Formation des artisans réparateurs et entretien de pompes manuelles	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	10 déc. 02	Dec 02	07 janv. 03	7 Fév. 03	26 fév. 03	21 mars 03	26 mars 03
Formation de comités de gestion des ouvrages hydrauliques	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	03 janv. 03	Janv 03	27 janv. 03	27 Fév. 03	24 mars 03	16 avril 03	16 avril 03
Formation en maraîchage et arboriculture	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	14 janv. 03	Fev 03	10 fév. 03	13 mars 03	02 avril 03	24 avril 03	28 avril 03
Formation en hygiène et Assainissement	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	22 janv. 03	Fev 03	17 fév. 03	20 mars 03	10 avril 03	02 mai 03	07 mai 03
Formation / recyclage de mécaniciens réparateurs pour le matériel post récolte	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	17 déc. 02	Janv 03	13 janv. 03	14 fév. 03	07 mars 03	28 mars 03	01 avril 03
Formation de comités de gestion communautaire des équipements	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	22 janv. 03	Fev 03	25 fév. 03	28 mars 03	18 avril 03	09 mai 03	13 mai 03
Acquisition de manuels d'alphabétisation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Nov 02	Dec 02	Dec 02	Janvier 03	Janvier 03	Février 03	Février 03

COMPOSANTE II : Microfinance et Activités Génératrices de Revenus

Composante Microfinance et Activités Génératrices de Revenus	Mode Acquisition prévu	Confection DAO	Approbation DAO BAD	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Etude sur les créneaux porteurs	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01		07 Déc. 01	04 janv. 02	8 mars 02	1 fév. 02
Diagnostic des systèmes financiers décentralisés	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01		02 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Recrutement d'un cabinet pour la mise en place d'un système de crédit adapté aux pauvres	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01	10 déc. 01	04 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Diagnostic des structures de caisse de base	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01		04 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Recrutement de 18 ONG spécialisées en micro finance, en gestion et en formation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	21 nov. 01	7 déc 01	19 Fev 02	20 mars 02	02 mai 02	Juillet 02	Novembre 02
Recrutement de BE pour la formation des partenaires	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Fév. 02	Sept 02	29 Sept 02	29 oct 02	26 nov 02	10 Déc 02	03 Janv 03
Acquisition de coffres, mobilier	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Août 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03
Acquisition de documents de gestion	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Août 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03
Recrutement de spécialistes en gestion financière et comptable des SFD	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03
Recrutement d'un spécialiste pour le suivi évaluation à mi-parcours (2ème année)	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03
Recrutement d'un spécialiste pour le suivi évaluation à mi-parcours (4ème année)	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Sept. 04	Sept 04	Oct. 04	Oct. 04	Nov. 04	Déc. 04	Déc. 04
Recrutement de consultant national en procédures et gestion financière	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03
Recrutement de deux spécialistes en gestion de micro projets	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03

COMPOSANTE III : Infrastructures, Equipements et Hydrauliques

Composante Infrastructures Hydrauliques & Equipements	Mode Acquisition prévu	Confection DAO	Approbation DAO	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Recrutement de Maître d'œuvre Nordique spécialiste en Infrastructures hydrauliques	Consultation à l'échelon international	28 août 01	27 nov 2001	18 déc. 01	22 fév. 02	20 mars 02	10 Mai 02 (FND)	20 Août 02
Recrutement de Maître d'œuvre Local spécialiste en Infrastructures hydrauliques	Consultation à l'échelon national	15 oct. 01	27 nov 2001	18 déc. 01	8 fév. 02	25 fév. 02	09 avril 02 (FND)	20 Août 02
Recrutement d'entreprise pour la construction des ouvrages hydrauliques et latrines	Consultation à l'échelon national	déc. 02		Fév. 03	Mars 03	Mars 03	Mai 03	Mai 03
Sélection de fournisseurs d'équipements post récoltes et assimilés	Appel d'offres international	Août 02	Nov 02	Déc 02	Fev 03	Mars 03	Mars 03	Avril 03
Sélection de fournisseurs d'équipements des cases foyers et garderies socio-éducatives	Consultation à l'échelon national	déc. 02	janv 03	Fév. 03	Mars 03	Mars 03	Mai 03	Mai 03
Sélection de fournisseurs d'équipements hydrauliques	Appel d'offres international	Juil 03	Juil 03	Août 03	Sept 03	Oct. 03	Nov. 03	Nov. 03
Pompes manuelles	Appel d'offres international	Nov 02	Nov 02	Nov. 02	Déc. 02	Janv. 03	Mars 03	Mars 03
Pompes motorisées	Appel d'offres international	Mars 03	mars 03	01 mars 03	15 avril 03	05 Mai 03	02 juill 03	8 juil 03

RESUME DES CONTRATS

Les seuls contrats passés par le Projet durant la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2002 sont :

Contrat : MISE EN PLACE DU RESEAU INFORMATIQUE

- i) Nature du contrat : **Mise en place du réseau informatique**
- ii) Montant du contrat : 2 578 900 FCFA
- iii) Part BAD/FAD/FSN : 2 578.900 FCFA
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : ALLIANCE TECHNOLOGIE INFORMATIQUE – ATI
- v) Nationalité : Sénégalaise
- vi) Siège : 83, Boulevard de la République, Dakar
- vii) Part en % de chaque entreprise : 100%
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Avis recrutement national
- ix) Mode d'acquisition réel : Avis recrutement national
- x) Raisons du changement (s'il y a lieu) :

Contrat : RECRUTEMENT DU MOD EN ALPHABETISATION

- i) Nature du contrat : **Mise en œuvre du Programme d'alphabétisation**
- ii) Montant du contrat : 1 023 356 250 FCFA
- iii) Part BAD/FAD/FSN : 1 023 356 250 FCFA
- Nom de l'entreprise ou des entreprises : SAFEFOD
- iv) Nationalité : Sénégalaise
- v) Siège : Allées Seydou Nourou TALL, Amitié 2 N°4011
- vi) Part en % de chaque entreprise : 100%
- vii) Mode d'acquisition approuvé : Avis recrutement national
- viii) Mode d'acquisition réel : Avis recrutement national
- ix) Raisons du changement (s'il y a lieu) :

V. PROGRAMME DE TRAVAIL

V.1. Composante Renforcement des capacités

- Production du manuel de procédures du programme d'alphabétisation par le MOD
- le recrutement des 30 ONG par le MOD
- la formation des formateurs, superviseurs et facilitateurs par le MOD
- acquisition des manuels d'alphabétisation
- recrutement du bureau en communication
- formation des agents du projet sur les procédures d'acquisition de biens et services
- formation des ONG / SFD, autres partenaires en approche genre et participation
- diagnostic des besoins en formation et appui institutionnel des ONG et SFD
- Production des dépliants en langues nationales

V.2. Composante Micro finance et Activités génératrices de revenus

- Tenue d'un atelier de mise à niveau des partenaires du projet et de formation en formulation de projet ;
- Finalisation et signature de la convention avec les SFD ;
- Information, sensibilisation et organisation des bénéficiaires du projet
- Formation de 1800 représentants de bénéficiaires à l'utilisation de crédit et à la gestion financière des AGR
- Formation de 3000 représentants de bénéficiaires à la mise en place et à la gestion de CLEC
- Démarrage des activités de crédit dans les communautés de base,
- Mission d'information et de préparation du démarrage des activités de micro crédit dans les CB ciblées par le projet dans les cinq régions

V.3. Composante Infrastructures/ Equipements et Hydraulique

- Réalisation des études techniques complémentaires auprès des Communautés ciblées pour le volet hydraulique ;
- Elaboration des dossiers techniques et d'appel d'offres pour les Ouvrages et Equipements hydrauliques ;
- Formulation des Programmes d'accompagnement relatif au volet Hydraulique / Assainissement ;
- Finalisation du dossier de Pré qualification des Entreprises pour les Travaux hydrauliques ;
- Finalisation des études architecturales ;
- Elaboration des dossiers techniques relatifs aux Equipements post- récolte et lancement de la procédure d'acquisition ;

VI. ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX D'EXECUTION

VI.1. ACTIVITES PROGRAMMEES ET REALISEES

A. Composante Renforcement des capacités

comme prévu , la traduction dans les langues nationales wolof , pular , soninké , mandinka , sereer du dépliant de présentation du projet a été finalisée par la DAEB et les documents transmis au BGP en hard copy et sur disquette. Le nombre d'exemplaires à imprimer est défini selon la carte linguistique par région ;

Concernant l'acquisition des manuels d'alphabétisation il est demandé à la SAFEFOD de fournir les spécifications technico – pédagogiques pour un choix de manuels adaptés à la cible du projet

Le protocole d'accord PLCP –DAEB a été signé par les deux ministres de tutelle et son application a démarré avec l'implication de la DAEB et de ses démembrés dans les premières étapes de la mise en œuvre du programme alpha (recrutement ONG, traduction dépliant etc) ;

La SAFEFOD a soumis au BGP pour observation le premier draft du manuel de procédures ; de même le BGP a participé à la séance de validation du manuel tenue à la DAEB entre cette dernière, le projet et la SAFEFOD. Le dépôt de la version finale est prévu pour début janvier 2003 ;

Concernant le recrutement des 30 ONG chargées de l'alphabétisation des bénéficiaires, les listes restreintes proposées par les inspections d'académie IA et les Inspections départementales de l'éducation IDEN en rapport avec les URG , ont été remises au MOD qui à son tour a procédé à la présélection de 08 opérateurs par région . La SAFEFOD a déjà lancé l'étude du milieu complémentaire qui doit arriver à terme à la fin du mois de décembre.

L'acquisition d'un bureau d'études spécialisé en communication est effective suite à l'obtention le *24 septembre 2002* de l'avis de non objection de la BAD pour l'adjudication du marché à l'OFBD marketing communication. La convention portant le budget réajusté par le cabinet est a été approuvée par la BAD.

Les données concernant les 600 communautés de base ont fait ressortir la situation des besoins exprimés par chaque communauté de base en alphabétisation, en IEC et en formation. Ces données permettront au projet de définir en conséquence dans le cadre de la mise en œuvre de la composante renforcement des capacités, les types d'intervention requis pour chaque communauté ;

Conformément aux prévisions du rapport d'évaluation, un bureau d'études a été recruté et effectue le diagnostic des besoins des ONG, OCB, et SFD et à leur classement pour l'attribution de l'appui institutionnel prévu dans le cadre du faire - faire.

Suite à l'obtention de l'avis de non objection de la BAD pour l'acquisition de bureaux /cabinets chargés des formations thématiques des bénéficiaires et des partenaires, les invitations ont été lancées et la sélection est en cours.

Tous les séminaires de formation prévus par le rapport d'évaluation et destinés aux partenaires sont pris en compte dans le plan de formation global du projet. La mise en

œuvre du plan de formation se poursuit et des formations sont programmées pour le premier trimestre 2003

pour la mise à niveau du personnel en informatique une structure spécialisée en informatique est déjà recrutée et la formation programmée pour le premier trimestre 2003

B. Composante Micro finance et Activités génératrices de revenus

B.1. Tenue d'un atelier de mise à niveau des partenaires du projet et de formation en formulation de projet

L'atelier de mise à niveau et de formulation de projets s'est déroulé du 28 au 31 Octobre 2002 à l'hôtel Ngor DIARAMA. La première journée présidée par la représentante de la cellule AT/CPEC était axée essentiellement sur la nécessité d'harmoniser les approches et les supports à utiliser par les différents partenaires du projet dans la mise en œuvre des activités.

✦ La première étape a duré deux (2) jours, du 28 au 29 Octobre 2002. Les travaux portaient sur l'harmonisation des approches des ONG dans l'exécution de leurs missions et se sont déroulés sous forme d'ateliers et de plénières. Quatre (4) commissions ont été formées autour des thèmes suivants :

- ❖ Le Processus de mise en place de caisses d'épargne et de crédit
- ❖ Le Canevas de rapport d'activités
- ❖ Le Canevas de fiche de projet
- ❖ Le Canevas de fiche de suivi

✦ La deuxième étape de deux (2) jours, s'est tenue du 30 au 31 Octobre 2002. Au cours de cette étape, les participants se sont familiarisés avec la formulation de Projets.

La méthodologie et le contenu de cette session de formation ont été définis par le facilitateur qui avait par ailleurs ;

- élaboré les modules de formation ;
- facilité le déroulement de la session de formation ;
- fourni les outils pédagogiques ;
- rédigé le rapport de la formation
- élaboré un plan et des instruments de suivi

La tenue de ce séminaire revêtait un double objectif :

- informer les ONG recrutées pour l'encadrement technique des bénéficiaires sur les objectifs et stratégies d'intervention du PLCP, favorisant ainsi, une compréhension et une approche commune de la mission confiée à ces ONG, en vue d'une exécution efficiente du projet, et d'autre part
- renforcer les capacités de leurs personnels en techniques d'élaboration de projet. Cette formation entre dans le cadre du programme de renforcement de capacités de nos partenaires d'exécution. Les personnels des ONG une fois formés, organiseront, à leur tour, des sessions de formations à l'intention des cibles du projet.

Pour la mise à niveau des personnels des ONG, les objectifs spécifiques étaient :

- L'information des participants sur les objectifs et la stratégie d'intervention du PLCP ;
- L'information des participants sur le contenu de la mission qui leur est confiée et particulièrement sur les attentes du PLCP ;
- La présentation des résultats de l'étude sur les créneaux porteurs

- L'harmonisation des approches et des outils de travail (canevas et fiches) ;
- La discussion autour des principes de collaboration entre :
 - ONG--PLCP (BGP—URG) ;
 - ONG—SFD ;
 - ONG—Services techniques ;
 - ONG—ONG (composante alphabétisation)

S'agissant de la formation des personnels des ONG en formulation de projet, les objectifs spécifiques étaient de :

- développer des modules en formulation de projets ;
- se familiariser avec les techniques de formulation de projets ;
- maîtriser les outils de planification opérationnelle
- développer les outils de suivi des activités

Ont participé à l'atelier : la Directrice du projet, les experts de la composante, l'administrateur-gestionnaire, les coordonnateurs régionaux, le CONGAD, deux responsables par ONG, le MDSSN (CSO, DDC) MEF (AT/CPEC) et les SFD sélectionnés (un représentant par SFD) et les agents de CERP concernés ont participé à cet atelier.

B. 2. Finalisation et signature de la convention avec les SFD ;

Les conventions avec les structures financières décentralisées sont finalisées suite aux réunions tenues avec les dites institutions et la cellule AT/CPEC, le 10 Octobre 2002 et avec la mission de supervision de la BAB d'Octobre – Novembre 2002, la cellule AT/CPEC et les SFD, le 9 Novembre 2002. Ces conventions sont approuvées par la BAD depuis le – Décembre 2002 avant d'être transmises aux SFD pour signature.

B. 3. Information, sensibilisation et organisation des bénéficiaires du projet par les ONG et les CERP

La plupart des ONG et des CERP concernés ont entamé au mois de Décembre 2002 les activités de sensibilisation et d'information des autorités administratives et des bénéficiaires du projet au niveau des communautés de base ciblées. Il faut noter que ces activités constituent un préalable à toutes autres activités de la composante.

Cependant, l'organisation des bénéficiaires autour des caisses d'épargne et de crédit n'a pas encore démarré dans les communautés de base.

B.4. Organisation d'une mission d'information et de préparation du démarrage des activités de micro-crédit dans les CB ciblées par le projet dans les cinq régions

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, Le Projet de Lutte Contre la Pauvreté envisage de démarrer incessamment le financement des projets initiés par ses groupes cibles dans les 600 communautés de base sélectionnées. C'est dans cette perspective que la Composante Microfinance et AGR a organisé du 15 au 23 décembre 2002, dans les 5 régions ciblées par le PLCP (Kolda, Tamba, Dioubel, Thies et Dakar), une mission d'information et d'appui au démarrage des services de microfinance et d'activités génératrices de revenus des partenaires d'exécution du Projet que sont les ONG, les SFD, les services techniques de l'Etat (CERP et DDC) et les membres des comités régionaux de pilotage

La mission avait pour objectifs :

- d'appuyer les partenaires d'exécution du PLCP dans le démarrage des activités de micro finance et AGR ;

- d'harmoniser les différents supports de travail à utiliser dans la mise en œuvre des services de micro finance et d'activités génératrices de revenus ;
- d'encourager le développement de synergies entre partenaires régionaux, sous l'égide des Unités Régionales de Gestion du Projet, par le biais de rencontres régulières de concertation et d'échanges permettant une étroite collaboration.

C. Composante Infrastructures/ Equipements et Hydraulique

C.1 Réalisation des études techniques complémentaires auprès des Communautés ciblées pour le volet hydraulique

Ce travail confié au Groupement COWI/AISB et démarré en début novembre a été bouclé le 31 décembre.

Il a concerné environ 140 des 600 Communautés de base ciblées par le Projet et tous les services techniques de l'Hydraulique des régions ainsi que les Centres d'Expansion Rurale des arrondissements concernés ont été étroitement impliqués.

Cette étude complémentaire qui est un préalable à la réalisation des cahiers de charges des travaux et équipements mais aussi à la formulation des Programmes d'accompagnement a permis :

- ◆ le dimensionnement des besoins en eau des différentes communautés retenues ;
- ◆ l'inventaire du potentiel hydrique des Communautés ainsi que des ouvrages d'assainissement ;
- ◆ l'expertise des ouvrages hydrauliques existants en vue d'éventuelles réhabilitations, mais aussi ;
- ◆ d'inventorier les cadres d'organisation existants et susceptibles d'assumer ultérieurement des fonctions de gestion, etc., en définissant leur compétence, leur fonctionnalité, l'expérience capitalisée dans des domaines similaires, leurs contraintes et limites.
- ◆ d'inventorier les compétences techniques qui pourraient être mises à profit dans le cadre de la maintenance des équipements,
- ◆ de mesurer la capacité financière des communautés à prendre en charge les coûts récurrents des équipements ;
- ◆ d'explorer la dynamique des groupes ; les dissensions exprimées ou latentes qui pourraient hypothéquer la mise en oeuvre du programme ;
- ◆ de caractériser la perception communautaire ou individuelle des problèmes d'assainissement.

C.2 Elaboration des dossiers techniques et d'appel d'offres pour les Ouvrages et Equipements hydrauliques

L'élaboration des dossiers techniques relatifs aux ouvrages et équipements hydrauliques a démarré en début Décembre dans le cadre des prestations confiées au Groupement COWI/AISB dont le travail en cours de finalisation permettra de :

- Définir la typologie des ouvrages de captage à réaliser (puits modernes/puits forages/forages) en fonction des besoins exprimés, du contexte des localités ciblées mais aussi des orientations du projet ;

- Préciser certaines options sur la vocation des puits à réaliser (puits villageois/puits maraîcher/puits pastoral), selon les besoins à satisfaire ;
- Sérier les ouvrages à réhabiliter et les fonçages neufs ;
- Dimensionner les ouvrages de captage en fonction des besoins à couvrir, des usages potentiels (débit, équipements de surface/margelles, dalles de couverture, bassins, trottoirs, etc.) ;
- Dimensionner les ouvrages de stockage et distribution dans le cadre des sites où l'exhaure sera motorisée (capacité des réservoirs et dénivelés ; équipements connexes/ fontaines, conduites, clôtures, accessoires hydrauliques) ;
- Sérier les sites où l'exhaure motorisée est envisagée, selon certains critères (besoins en eau à couvrir, débit autorisé par l'ouvrage de captage, capacités des communautés à prendre en charge les coûts récurrents, compétences techniques locales pour assurer la bonne maintenance du matériel ;
- Définir la typologie des latrines à installer et dimensionner ces ouvrages d'assainissement ;
- Spécifier les caractéristiques techniques détaillées des pompes à installer sur les différents sites à partir de paramètres techniques et Socio-économiques, ainsi que les stocks de pièces de rechange et des outillages requis pour la maintenance;
- Elaborer les D.A.O pour les travaux hydrauliques et l'acquisition des Pompes

C.3 Formulation des Programmes d'accompagnement relatif au volet Hydraulique / Assainissement

Le Bureau local AISB a démarré ce travail courant Décembre, lequel doit aboutir à la formulation d'un Programme très cohérent de renforcement des capacités des bénéficiaires pour leur faciliter une bonne appropriation des Infrastructures et Equipements qui leur sont destinés.

Ce travail touche notamment :

- ◆ L'organisation des Comités de Gestion des Infrastructures et Equipements
- ◆ Les systèmes de gestion appropriés des Infrastructures et équipements selon leurs typologies et le contexte socio-économique ;
- ◆ Le système de tarification de l'eau ;
- ◆ Le système de maintenance opérationnelle approprié pour chaque catégorie d'équipements
- ◆ La définition de thèmes de formation en Maintenance ; Gestion Communautaire des Infrastructures et Equipements hydrauliques ; Hygiène / Assainissement.

C.4 Finalisation du dossier de Pré qualification des Entreprises pour les Travaux hydrauliques

Au terme de la procédure de pré qualification, sept (07) Entreprises spécialisées dans les travaux hydrauliques ont été présélectionnées, en référence à leurs capacités techniques, financières, logistiques, etc. et un dossier complet d'évaluation a été soumis au Fonds Nordique de Développement pour Avis.

Ces Entreprises, sous réserve d'un avis favorable du FND, seront inviter à soumissionner pour la réalisation des ouvrages dès que les DAO en cours d'élaboration seront finalisés.

C.5 Finalisation des études architecturales et techniques pour les Infrastructures Communautaires

Au cours de la dernière mission de supervision de la BAD, l'ensemble du dossier architectural et technique réalisé par le Bureau MDT recruté à cet effet (plans d'exécution, devis estimatif et quantitatif, etc.) a été présenté et discuté et les observations de la mission sont en cours d'être intégrées.

Du point de vue architectural, le regroupement des différentes infrastructures (Case foyer, garderie, case de santé) en complexe sera privilégié chaque fois que la convergence des besoins au niveau d'une communauté le justifiera. Chaque Complexe constituera un ensemble de modules, autonomes du point de vue fonctionnel mais très intégrés puisque articulés autour d'une même rotule, en l'occurrence le forum qui constitue un espace de convergence.

Ce concept permettra de fédérer davantage, autour d'un même espace différents groupes sociaux (Femmes/ jeunes/ enfants/ etc.)

La conception architecturale des différents modules confère par ailleurs une bonne flexibilité (cloisons amovibles) et donc une bonne souplesse d'exploitation et le principe d'intégration permettra d'optimiser les coûts mais aussi l'espace si on sait que les terrains d'accueil pour les infrastructures communautaires sont de plus en plus difficiles à trouver.

Les complexes auront une vocation plus économique que par le passé, puisque les Cases foyers notamment seront de véritables « **incubateurs de projets** » à travers les ateliers thématiques à aménager et à équiper en fonction des profils d'activités à initier par les bénéficiaires.

A ce propos, des activités de formation pratique pourraient y être envisagées en rotation sur différentes thématiques inspirées des études menées sur les créneaux économiques porteurs, et toucher différentes communautés satellites du lieu d'implantation, ce qui peut être très intéressant en terme d'impact.

A l'issue de telles « **sessions d'incubation** » avec des orientations technique (exp. Procédés de transformations d'un produit) ; économique et financière (exp. gestion d'une telle unité de transformation / opportunités de la filière ou créneau / risques / Marché etc.) ; les Personnes ou groupes de personnes ciblées pourraient ainsi bénéficier de financement de projets déjà bien mûris, avec le concours du Fonds de crédit.

La conception modulaire permet en outre une intervention à la carte selon les besoins spécifiques exprimés et la concentration des besoins ; c'est ainsi qu'on peut envisager l'implantation d'un, de deux ou des trois modules à la fois dans un même site d'accueil.

C.6 Elaboration des dossiers techniques relatifs aux Equipements post- récolte et lancement de la procédure d'acquisition

Les spécifications techniques relatives aux équipements post-récolte ont déjà été élaborées et le dossier d'appel d'offres approuvé par la BAD.

Le dossier concerne la fourniture de broyeurs à céréales, de batteuses à mil, de décortiqueuses à mil, de décortiqueuses à fonio, de charrettes à traction asine ainsi qu'un ensemble de prestations connexes dont la livraison, l'installation et la mise en service sur site mais aussi la formation de personnels préposés à l'entretien.

Un appel d'offres international a été lancé en date du 16 décembre 2002 avec publications au niveau local et dans le Development Business.

D. COMPOSANTE GESTION

VI.2. ACTIVITES PROGRAMMEES ET NON REALISEES

A. Composante Renforcement des capacités

A.1. Les différentes formations prévues pour les partenaires et les bénéficiaires devraient démarrer au courant du premier trimestre 2003 .

A.2. la formation des 40 formateurs de formateurs, des superviseurs, des facilitateurs en alphabétisation est programmée dans le plan d'exécution du MOD pour le dernier trimestre 2002 ;

A.3. le démarrage effectif du programme d'alphabétisation fonctionnelle destiné aux 36000 bénéficiaires est inscrit dans le programme du 1^{er} trimestre 2003

A.4. l'appui en équipements et fournitures destiné aux ONG/OCB sélectionnées, SFD sera mis en place à l'issue du diagnostic des besoins de ces mêmes structures ;

B. Composante Micro finance et Activités génératrices de revenus

B.1. Formation de 1800 représentants de bénéficiaires à l'utilisation de crédit et à la gestion financière des AGR

Cette activité n'a pas pu démarrer tout simplement parce que les ONG n'ont fini de réaliser les actions prioritaires préalables de prise de contact, d'information, de sensibilisation et d'organisation des groupes cibles

B. 2. Formation de 3000 représentants de bénéficiaires à la mise en place et à la gestion de CLEC

Les ONG chargées de mener cette activité n'ont pas encore terminé les actions prioritaires qui constituent des préalables à sa mise en œuvre.

B. 3. Démarrage des activités de crédit dans les communautés de base,

Compte tenu des activités préalables en cours d'exécution les services de micro-crédit n'ont pas pûs démarrer dans les communautés de base ciblées par le projet.

C. Composante Infrastructures/ Equipements et Hydraulique

C.1. Finalisation des études architecturales

La finalisation des études architecturales n'a pu être bouclée compte tenu des observations de la mission de supervision de la BAD qui sont en cours d'être intégrée dans le projet architectural initial.

D. Composante Gestion

VII. SITUATION FINANCIERE DU PROJET

La répartition du financement du projet se présente ainsi qu'il suit, par bailleur et par catégories de dépenses :

CATEGORIES	FAD %	FAT %	FND %	Gouvernement %	Total %
A. Etudes et Supervisions	34	0,00	66	0,00	100
B. Constructions / Réhabilitations	45	0,00	53	2	100
C. Equipements, mobiliers, fournitures	51	0,00	49	0,00	100
D. Services de spécialistes	53	39	8	0,00	100
E. Formation	64	33	3	0,00	100
F. Fonds de crédit	50	0,00	0,00	50	100
G. Fonctionnement	91	0,00	9	0,00	100
H. Audit	0,00	100	0,00	0,00	100

Situation des décaissements par catégorie de dépenses

(Voir tableaux joints en annexe)

VIII. DIFFICULTES RENCONTREES ET RECOMMANDATIONS

Les reports répétitifs du démarrage de certaines activités déterminantes dans la mise en œuvre du Projet, dus essentiellement à la lourdeur des procédures d'acquisition ;

Les appréhensions des SFD lors des négociations pour la prise en compte des populations pauvres sans garantie et les taux d'intérêt initialement proposés, qui étaient faibles ;

La faiblesse des montants prévus pour rémunérer les ONG a ralenti la signature des protocoles d'accord. Cela a même constitué un motif de désistement pour trois organisations non gouvernementales, en dépit des efforts supplémentaires que le PLCP a déployés, après avis de la BAD, en décidant de leur fournir un appui institutionnel en plus de cette rémunération prévue.